

---

# RESTITUTION DES CONSULTATIONS CITOYENNES SUR L'EUROPE.

---

DOSSIER DE PRESSE

Le 4 décembre 2018

QUELLE  
EST VOTRE  
EUROPE!

Consultations citoyennes  
sur l'Europe



## SOMMAIRE

- 5 ● **Les Consultations citoyennes sur l'Europe, une démarche inédite de démocratie participative européenne**
- 6 ● **Un objectif commun: écouter la parole des citoyens pour définir l'Europe de demain**
- 7 ● **Une méthodologie innovante pour des initiatives de terrain pluralistes**
- 8 ● **En France, 1082 Consultations citoyennes sur l'Europe**
- 10 ● **Environnement, citoyenneté, social, défense et migrations: les Français attendent de l'Europe qu'elle soit à la hauteur**



# LES CONSULTATIONS CITOYENNES SUR L'EUROPE, UNE DÉMARCHÉ INÉDITE DE DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE EUROPÉENNE

Pour la première fois de leur histoire, les États membres de l'Union européenne se sont engagés dans une large opération simultanée de consultation de leurs citoyens.

En France, 1 082 Consultations citoyennes ont été organisées sur l'ensemble du territoire – métropoles, villes moyennes, territoires ruraux, zones frontalières, outre-mer – par une grande variété d'acteurs : associations, universités, entreprises, collectivités locales, fédérations professionnelles, mouvements de jeunesse. La diversité des profils des organisateurs comme des participants et la variété des formats de discussion, allant du panel citoyen structuré au café-débat spontané, ont permis d'atteindre l'objectif recherché : disposer, au terme de débats contradic-

toires et transparents, d'une vision large et argumentée de ce que les citoyens pensent de l'Europe d'aujourd'hui, de ce qu'ils en attendent et espèrent d'elle pour les années à venir.

En parallèle des débats organisés dans chaque État de l'Union européenne, la Commission européenne a organisé une consultation numérique unique dans toutes les langues officielles de l'Union. 72 000 citoyens européens y ont répondu à ce jour, dont 22 000 Français. Les 12 questions qui constituent ce questionnaire ont été définies par un panel représentatif de 97 citoyens issus des 27 États membres, dans le cadre d'un processus délibératif encadré par un groupe d'experts de la démocratie participative.

L'ensemble des propositions des citoyens a donné lieu à un travail d'analyse et de synthèse, réalisé en France par la Commission nationale du débat public.

27 États membres se sont engagés à mener des Consultations citoyennes sur l'Europe. Une synthèse européenne des restitutions nationales sera présentée aux chefs d'État et de gouvernement lors du Conseil européen des 13 et 14 décembre 2018.

70 000 **participants**

1 082 **événements labellisés**

**Dans 97 départements, dont tous les départements et régions d'outre-mer**

**54% des 400 communes dans lesquelles furent organisées les Consultations comptent moins de 20 000 habitants**



## UN OBJECTIF COMMUN : ÉCOUTER LA PAROLE DES CITOYENS POUR DÉFINIR L'EUROPE DE DEMAIN

Le constat de départ était simple: la construction européenne traverse une phase marquée par la montée d'un sentiment d'incompréhension, de déconnexion et de mécontentement, exprimé par les populations, notamment par une abstention massive et croissante aux élections européennes. Trop longtemps, l'Europe s'est construite loin des peuples, suscitant l'indifférence et parfois le rejet.

L'ambition était donc d'ouvrir un temps de discussion et d'échange, accessible à tous les citoyens de l'Union européenne, sans parti pris ni exclusive; de leur donner une opportunité de s'exprimer, de dire ce qu'ils pensent de l'Europe actuelle et d'esquisser leurs pro-

positions, leurs souhaits et leurs espoirs pour l'Europe de demain.

Rappelant que la démocratie constitue « l'essence du projet européen » et appelant ainsi à une refondation de l'Europe « par et avec le peuple<sup>1</sup> », le président de la République a proposé que puissent être organisées dans les États membres de l'UE des « consultations démocratiques qui seront le temps durant lequel partout dans nos pays nos peuples discuteront de l'Europe dont ils veulent ».

Lancées en France le 17 avril par le président de la République à Épinal, ces Consultations citoyennes sur l'Europe se sont déroulées jusqu'au 31 octobre 2018. Ce calendrier a été choisi afin de dissocier clairement les Consultations de la campagne pour les élections européennes de 2019.

<sup>1</sup> « Initiative pour l'Europe, discours d'Emmanuel Macron pour une Europe souveraine, unie et démocratique », 26 septembre 2017, Université de la Sorbonne, Paris.



LE MINISTRE DE L'EUROPE ET DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES JEAN-YVES LE DRIAN ET SON HOMOLOGUE ALLEMAND HEIKO MASS SE SONT RENDUS À POITIERS LE 17 OCTOBRE 2018 DANS LE CADRE DES CONSULTATIONS CITOYENNES SUR L'EUROPE. © UNIVERSITÉ DE POITIERS

## UNE MÉTHODOLOGIE INNOVANTE POUR DES INITIATIVES DE TERRAIN PLURALISTES

Les Consultations citoyennes se sont inscrites dans une démarche partie du « terrain » et ont mobilisé une grande diversité d'acteurs. Conçues comme un exercice d'authentique expression démocratique, les Consultations ont pleinement répondu à des exigences de pluralisme et de diversité (des publics, des opinions et des propositions), de transparence (de l'organisation et des modalités de restitution) et d'accessibilité.

Chaque organisateur d'une Consultation citoyenne sur l'Europe (CCE) s'est engagé à respecter une charte de principes :

- une CCE doit être ouverte au plus grand nombre et encourager la participation d'un public varié ainsi que l'expression des opinions les plus diversifiées ;
- une CCE n'a pas vocation à être une conférence académique : l'interactivité et la prise de parole du public doivent être encouragées ;

- une CCE n'est pas un meeting politique : les partis peuvent s'impliquer dans le débat à condition qu'ils ne limitent pas la participation à leurs seuls militants ;
- une CCE doit impérativement faire l'objet d'un compte rendu public. Il est en effet essentiel de consigner les points de vue exprimés afin qu'ils soient pris en compte dans la synthèse générale. L'ensemble des comptes-rendus figurent donc sur le site Internet [quellesvotreeurope.fr](http://quellesvotreeurope.fr).

Autour de Nathalie Loiseau, ministre chargée des Affaires européennes, une équipe est venue encourager et accompagner les organisateurs des débats. Un conseil d'orientation, composé de personnalités qualifiées, spécialistes des affaires européennes (anciens ministres, présidents d'associations ou de think tanks, parlementaires nationaux et européens), s'est également réuni à plusieurs reprises pour apporter propositions et éclairages. Enfin, un comité de surveillance, regroupant les représentants de tous les partis présents à l'Assemblée nationale, s'est réuni trois fois et a pu accéder à toute information utile afin de vérifier que l'ensemble de la démarche respectait le principe de stricte impartialité politique, dans la gestion des ressources comme dans le traitement des résultats.



CCE ORGANISÉE PAR LES RESTOS DU CŒUR, AVEC NATHALIE LOISEAU, MINISTRE CHARGÉE DES AFFAIRES EUROPÉENNES ET AGNÈS BUZYN, MINISTRE DE LA SANTÉ ET DES SOLIDARITÉS, LE 25 SEPTEMBRE 2018



LES 25, 26 ET 27 OCTOBRE 2018, LA COMMISSION EUROPÉENNE ET PARTICIP-ACTION ONT RÉUNI UN PANEL DE CITOYENS FRANÇAIS AFIN DE FAIRE ÉMERGER UN AVIS SUR L'AVENIR DE L'EUROPE. © B.DEBORT

# EN FRANCE, 1082 CONSULTATIONS CITOYENNES SUR L'EUROPE

## Répartition géographique

Des Consultations citoyennes sur l'Europe ont été organisées de la mi-avril à la fin octobre 2018.

Le mouvement a été continu. Il s'est accéléré à compter de la mi-septembre, avec un pic de CCE pendant la semaine du 8 au 14 octobre, au cours de laquelle 122 consultations se sont tenues (soit 17 par jour).

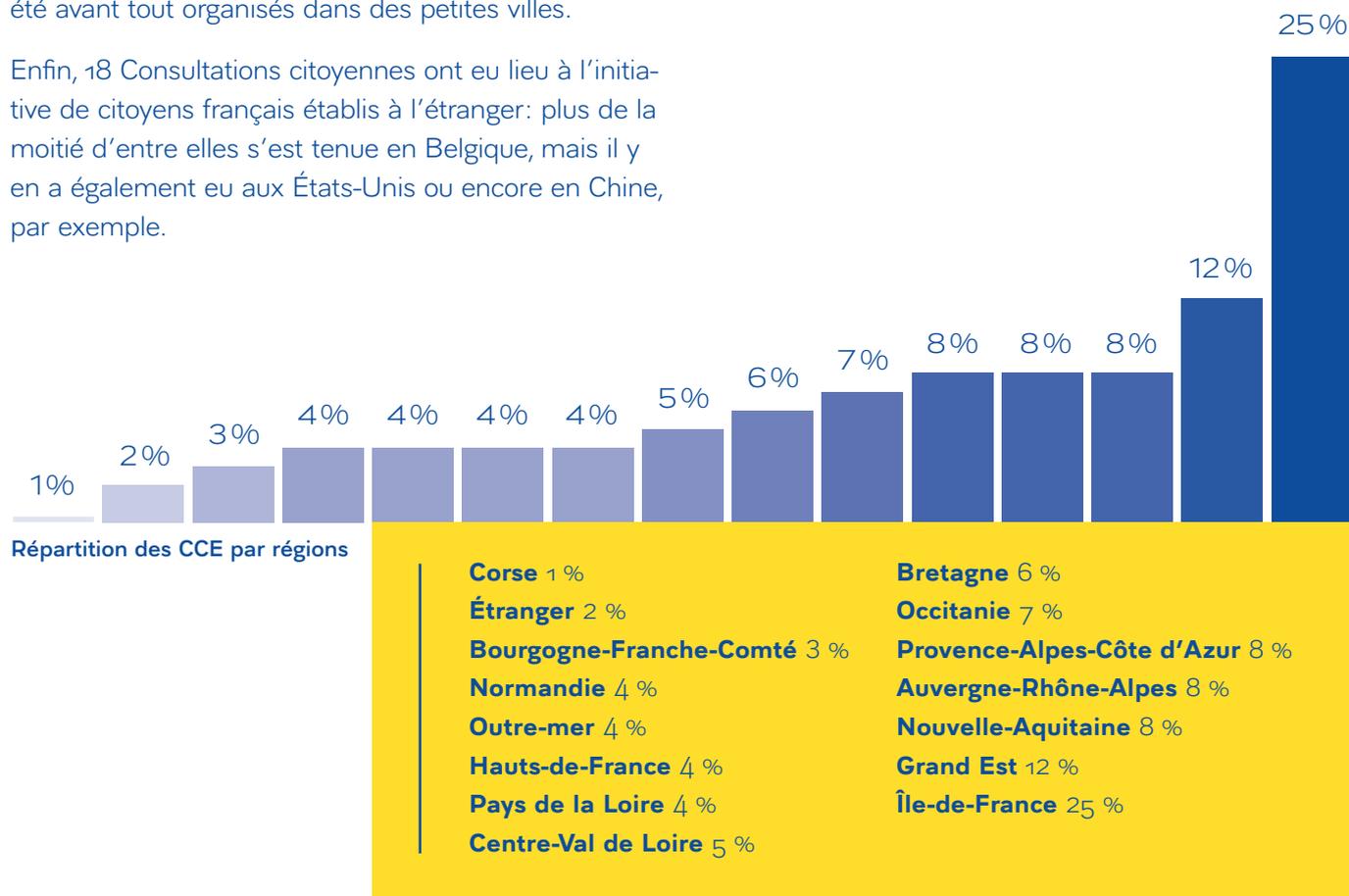
Les trois-quarts des Consultations citoyennes se sont déroulés hors Île-de-France. Cette répartition reflète assez fidèlement celle de la population sur le territoire métropolitain.

97 des 101 départements français ont participé aux Consultations citoyennes. 400 communes, dont 54% ne dépassant pas 20 000 habitants, ont accueilli une ou plusieurs Consultations citoyennes. Les débats ont été avant tout organisés dans des petites villes.

Enfin, 18 Consultations citoyennes ont eu lieu à l'initiative de citoyens français établis à l'étranger: plus de la moitié d'entre elles s'est tenue en Belgique, mais il y en a également eu aux États-Unis ou encore en Chine, par exemple.



CCE ORGANISÉE À SAINT-DENIS DE LA RÉUNION  
LE 9 OCTOBRE 2018 © JULIEN KONDOKO



## Diversité des acteurs

L'initiative des Consultations citoyennes a été avant tout celle d'acteurs de terrain. Des associations sectorielles (environnement, lutte contre les discriminations, etc.), des groupes de réflexion (géopolitique, énergie, droits sociaux, etc.), des corps intermédiaires (CCI), des associations d'élus et de collectivités, des entreprises, des établissements scolaires ou des rassemblements de citoyens ont ainsi organisé des événements.



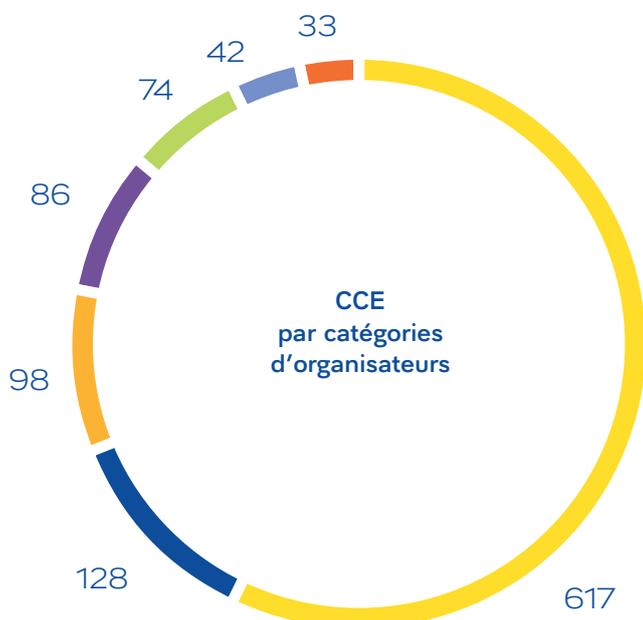
CCE D'ACTION CONTRE LA FAIM, À GRENOBLE, LE 18 OCTOBRE. © B.DEBORT



CCE ORGANISÉE PAR LA DIRECCTE 93 LE 22 OCTOBRE, À BOBIGNY. © B.DEBORT



LE PREMIER MINISTRE ÉDOUARD PHILIPPE A PARTICIPÉ À DEUX CONSULTATIONS CITOYENNES DANS LES ARDENNES, DONT UNE DANS UN CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS. © SERVICES DU PREMIER MINISTRE



- **Associations** 617
- **Gouvernement et institutions** 128
- **Collectivités territoriales** 98
- **Entreprises** 86
- **Établissements d'enseignement** 74
- **Mouvements politiques** 42
- **Citoyens** 33

## ENVIRONNEMENT, CITOYENNETÉ, SOCIAL, DÉFENSE ET MIGRATIONS: LES FRANÇAIS ATTENDENT DE L'EUROPE QU'ELLE SOIT À LA HAUTEUR

Les Consultations citoyennes sur l'Europe ont permis à une grande diversité d'opinions de s'exprimer. Si des critiques fortes ont pu être formulées et des constats négatifs dressés, l'Europe reste souvent perçue par les participants comme la solution aux problèmes nationaux et non leur cause.

Afin de rester fidèle à l'esprit qui a été celui des Consultations citoyennes sur l'Europe, la synthèse du millier de consultations a été confiée à un comité d'experts indépendants, spécialistes de la démocratie participative et de l'analyse argumentative, sous la coordination de la Commission nationale du débat public.

Qu'il s'agisse d'un soutien accru à la transition écologique ou de la mise en place de véritables politiques sociales européennes, la plupart des propositions des participants aux Consultations ont démontré une véritable ambition pour l'Union européenne.

### L'horizon européen est écologique

La protection de l'environnement a été le thème le plus discuté.

L'écologie est souvent perçue comme le domaine dans lequel les citoyens européens sont en avance et prêts à oser davantage pour «lier le rêve européen au rêve écologique». Les propositions et les contributions portant sur les modes de vie, les systèmes de production des énergies, la consommation des ressources, le recyclage, le changement climatique sont à la fois très précises et très ambitieuses. La question environnementale revient également lorsque sont évoquées la santé ou l'agriculture.

Les débats sur la politique agricole commune, qui est importante aux yeux des participants même si certains lui prêtent un caractère rigide, ont ainsi avant tout porté sur l'intégration des enjeux sanitaires et environnementaux.

«À mon sens, une seule chose est vraiment importante, c'est l'environnement. Sans environnement sain, il n'y a pas de futur.»

PANEL CITOYEN ORGANISÉ DU 25 AU 27 OCTOBRE À PARIS

### Exemples de propositions

- Créer une TVA réduite sur les produits recyclés.
- Allonger les garanties légales des produits à 5 ans.
- Déclarer l'Union européenne «territoire sans gaz de schiste»

### La question de l'identité européenne au cœur des réflexions

«Comment encourager le sentiment d'appartenance des Européens à leur espace géographique et politique?» et «comment nourrir une véritable identité européenne?» font partie des interrogations qui ont été les plus débattues. Afin de renforcer la cohésion de l'Europe, jugée fondamentale, les participants aux Consultations citoyennes proposent notamment une valorisation de la culture, des valeurs et des symboles communs européens, sans occulter les différences qui existent entre les cultures nationales des États membres et qui sont perçues comme une source de richesse.

Pour certains, l'effort doit particulièrement se concentrer sur les jeunes, et sur la réduction des inégalités d'accès à la mobilité, que ce soit pour se former, pour travailler ou pour voyager.

«Il faut inscrire l'histoire de l'Europe dans les programmes scolaires. Il faut aussi faire en sorte que l'élaboration des politiques européennes s'appuie, comme cela se met en place dans les États, sur des démarches de participation citoyenne, dans une logique de coconstruction.»

CCE DU 26 JUILLET 2018 À ROUEN,  
ORGANISÉE PAR LA DREAL NORMANDIE

### Exemples de propositions

- «Repolitiser» le projet européen afin de permettre à l'imaginaire des Européens de se projeter dans une construction qui ne soit pas limitée à une production normative complexe.
- Favoriser la mobilité des étudiants, des apprentis et des travailleurs.
- Développer les projets pédagogiques et les initiatives sportives et culturelles (comme des festivals ou des concours) au niveau européen.

### Une Europe-puissance qui protège le citoyen

Les participants aux consultations citoyennes sont nombreux à souhaiter que l'Union européenne se saisisse des nouveaux enjeux de la mondialisation et réoriente une logique économique qu'ils jugent trop libérale et centrée sur les marchés financiers. Ils appellent les États membres à s'unir pour protéger leurs citoyens et faire valoir leurs intérêts face à une mondialisation qui, en l'absence d'une régulation adéquate, apparaît comme menaçante. De fortes attentes existent tout particulièrement dans le secteur du numérique pour faire émerger des champions européens.

L'idée que l'Union européenne doit prendre toute sa place dans le jeu mondial, face à des puissances telles que les États-Unis, la Chine ou la Russie, revient à de nombreuses reprises. Si la nécessité de renforcer l'Europe de la défense est partagée par beaucoup, le débat reste entier sur le degré d'intégration qu'il convient d'adopter, tout comme sur les objets spécifiques sur lesquels porterait une coopération militaire: une armée commune en charge de la défense de l'UE et de ses intérêts dans le monde? Des accords binationaux sur les questions stratégiques?

Si l'UE est perçue par certains comme un outil qui peut être efficace pour lutter contre la pauvreté, la précarité et les inégalités économiques, sa dimension sociale est en revanche souvent jugée insuffisante. De nombreux participants évoquent l'intérêt d'une plus grande harmonisation des règles fiscales et sociales en prenant exemple sur les mieux-disants parmi les États membres et en se référant souvent au modèle français.



CONSULTATION CITOYENNE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À LUXEMBOURG,  
AVEC LE PREMIER MINISTRE LUXEMBOURGEOIS, LE 6 SEPTEMBRE 2018

«L'Europe est trop tatillonne et se perd dans la réglementation. Elle perd de vue l'essentiel, notamment le renforcement de sa place dans le monde face aux autres grandes puissances (États-Unis, Chine, Russie, etc.). Il y a urgence à être plus pragmatique et à peser sur l'échiquier mondial.»

CCE DU 5 OCTOBRE 2018 À PARIS ORGANISÉE PAR EDF

Le sujet migratoire a été peu abordé par les participants, mais, lorsqu'il l'a été, il a suscité de nombreux débats. Beaucoup se sont déclarés en faveur d'un meilleur traitement et d'une meilleure intégration des personnes migrantes. Travailler à une échelle plus globale, sur le traitement des conflits dans les pays d'origine, par exemple, dans l'optique de canaliser les flux de départ, est une piste qui a été souvent explorée. Plusieurs participants appellent aussi à alléger la charge qui incombe aux pays d'entrée, comme la Grèce ou l'Italie, et attendent la mise en place d'une politique efficace et intégrée en matière d'asile. Le renforcement des frontières extérieures est également jugé déterminant dans la lutte contre les migrations économiques illégales.

«Notre région à travers les siècles s'est créée sur les migrations successives comme le reste de la planète. Jouer avec les peurs est criminel.»

CCE ORGANISÉE À LA MAIRIE DE FORBACH LE 15 OCTOBRE 2018

### Exemples de propositions

- S'appuyer sur un premier cercle d'États volontaires, sur le modèle de l'Eurogroupe ou de Schengen, pour renforcer la souveraineté européenne dans des domaines comme la fiscalité ou la sécurité.
- Mettre en oeuvre la portabilité des points de retraite entre les pays.
- Lutter contre le travail illégal
- Renforcer la coopération dans le domaine du renseignement et de la cybersécurité.

### Une Europe plus transparente et démocratique

Si les attentes sont fortes vis-à-vis de la construction européenne, les opinions exprimées sur le fonctionnement actuel des institutions sont souvent critiques: elles sont perçues comme étant lointaines, opaques, rigides et peu démocratiques.

Beaucoup de participants considèrent qu'une distance s'est instaurée entre les institutions européennes et les citoyens, entre les institutions et les États membres et entre les États membres eux-mêmes – certains participants évoquant les clivages entre l'Europe de l'Ouest et de l'Est, du Sud et du Nord.

Les propositions vont toutes dans le sens d'un rapprochement entre citoyens et institutions et d'une démocratie plus forte: participation citoyenne aux décisions, réforme de la justice, réforme des institutions pour donner plus de poids au Parlement, mieux contrôler la Commission et repenser le rôle du Conseil, etc. L'objectif est d'intégrer les citoyens à un ensemble politique par un fonctionnement institutionnel plus démocratique et participatif. La communication est aussi généralement présentée comme un enjeu essentiel.

«L'information sur l'Europe se fait principalement à travers les médias nationaux, et c'est largement insuffisant. Il faut une communication directe de l'Union avec ses citoyens.»

CCE DU 16 OCTOBRE 2018 À RUEIL-MALMAISON ORGANISÉE PAR L'ASSOCIATION RUEIL RÉALITÉS

### Exemples de propositions

- Simplifier l'accès à l'information concernant les fonds européens.
- Rapprocher les politiques européennes des régions où elles s'appliquent concrètement.
- Développer une communication simple et systématique sur l'actualité de l'Union européenne, qui reprenne le « langage des gens » plutôt que celui des normes



CLÔTURE DES CONSULTATIONS CITOYENNES PAR NATHALIE LOISEAU, MINISTRE CHARGÉE DES AFFAIRES EUROPÉENNES, AU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL (CESE). © MEAE/F. DE LA MURE





## CONTACTS PRESSE

Cabinet de la ministre  
chargée des Affaires européennes

[secretariat-presse.cabaeu@diplomatie.gouv.fr](mailto:secretariat-presse.cabaeu@diplomatie.gouv.fr)  
01 43 17 55 76

Secrétariat général des Consultations  
citoyennes sur l'Europe

**Pierre-Jérôme HENIN**  
[pjhenin@theprogressivecompany.eu](mailto:pjhenin@theprogressivecompany.eu)  
06 84 69 20 50

Pour en savoir plus:  
[www.quelleestvotreeurope.fr](http://www.quelleestvotreeurope.fr)

**QUELLE  
EST VOTRE  
EUROPE!**

Consultations citoyennes  
sur l'Europe